

Montréal, le 31 mars 2025

Aux membres du comité de candidature du conseil d'administration
Amnistie internationale Canada francophone
500-50, rue Sainte-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H2X 3V4

**Objet : Candidature pour le conseil d'administration d'Amnistie internationale
Canada francophone**

Par la présente, je souhaite poser ma candidature pour rejoindre le conseil d'administration d'Amnistie internationale Canada francophone (« AICF »).

Membre d'AICF, j'ai un profond engagement envers la promotion, la protection et la défense des droits humains au cœur de la mission importante du mouvement d'Amnistie internationale. C'est cet engagement qui a motivé ma décision d'entreprendre une carrière juridique comme avocate en litige.

Dès le début de mes études universitaires, je me suis engagée de diverses manières auprès des personnes demandant l'asile au Canada. Cette implication a forgé ma vision du droit. À travers elle, j'ai compris que le droit est l'une des formes d'expression du pouvoir, ce qui comporte le danger qu'il ne reflète pas ou ne protège pas adéquatement les intérêts de ceux qui n'en possèdent que peu voire pas. Naturellement, cette vision du droit comme expression du pouvoir a également informé mon intérêt pour la défense des droits des minorités et des personnes marginalisées qui m'anime encore aujourd'hui. AICF agit comme un porte-voix essentiel pour les personnes dont la voix n'est pas suffisamment écoutée. En ce sens, la perspective de prendre part via le conseil d'administration à la réalisation de sa mission s'inscrit en parfaite adéquation avec les valeurs qui m'habitent.

Depuis quelques mois, j'ai d'ailleurs le plaisir de siéger sur le comité gouvernance du conseil d'administration d'AICF comme membre externe. Cette expérience m'a permis de bien comprendre le fonctionnement interne de l'organisation ainsi que ses orientations stratégiques et priorités en matière de gouvernance, notamment en ce qui a trait à l'instauration d'un leadership féministe et antiraciste auquel j'adhère sans réserve. Surtout, ces derniers mois ont confirmé mon désir et ma motivation à mettre à profit mes compétences juridiques et en matière de droits humains et de gouvernance afin de contribuer au développement de l'organisation.

Je vous remercie de l'attention portée à ma candidature.

Bien cordialement,



Vanessa Ntaganda (elle • she • her)